



Concacaf
**WOMEN'S UNDER-20
CHAMPIONSHIP**



ORGANISATEURS

1. CONFÉDÉRATION DE FOOTBALL ASSOCIATION D'AMÉRIQUE DU NORD, D'AMÉRIQUE CENTRALE ET DES CARAÏBES (Concacaf)

Président : Victor Montagliani
Secrétaire Général : Philippe Moggio
Adresse: 161 NW 6th Street
Suite 1100
Miami, FL 33136
USA
Téléphone : +1 305 704 3232
Télécopieur : +1 305 397 8813
Internet : www.Concacaf.com



Contenu

<u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	5
<u>1. NOM DE LA COMPÉTITION</u>	5
<u>2. LE COMITÉ D'ORGANISATION LOCAL</u>	5
<u>3. La Concacaf</u>	8
<u>4. ASSOCIATIONS MEMBRES PARTICIPANTES</u>	11
<u>5. INSCRIPTIONS À LA COMPÉTITION</u>	14
<u>6. LOIS DU JEU</u>	16
<u>COMPÉTITION</u>	16
<u>7. RETRAITS, MATCHS NON JOUÉS ET MATCHS ABANDONNÉS</u>	17
<u>8. REMPLACEMENTS</u>	19
<u>9. ÉLIGIBILITÉ DES JOUEURS</u>	20
<u>10. LISTE DES JOUEURS</u>	21
<u>11. LISTE DE DÉPART ET REMPLAÇANTS SUR LE BANC</u>	22
<u>12. FORMAT ET STRUCTURE DE LA COMPÉTITION</u>	24
<u>13. SITES, HEURES DE COUP D'ENVOI ET SÉANCES D'ENTRAÎNEMENT</u>	29
<u>14. SITES, DATES, ARRIVÉES AUX SITES ET HÔTELS OFFICIELS DES ÉQUIPES</u> .	31
<u>15. INFRASTRUCTURE DU STADE ET ÉQUIPEMENT</u>	31
<u>16. ÉQUIPEMENT D'ÉQUIPE</u>	35
<u>17. BALLONS DE FOOTBALLS</u>	37
<u>18. DRAPEAUX ET HYMNES</u>	38
<u>19. BILLETERIE</u>	38



<u>20</u>	<u>TROPHÉE, PRIX ET MÉDAILLES</u>	39
<u>21</u>	<u>ARBITRAGE</u>	40
	<u>QUESTIONS DISCIPLINAIRES</u>	41
<u>22</u>	<u>Comité de Discipline</u>	41
<u>23</u>	<u>COMITÉ DES RECOURS</u>	46
<u>24</u>	<u>PROTÈTS</u>	46
<u>25</u>	<u>FINANCIAL PROVISIONS</u>	49
<u>26</u>	<u>MÉDICAL/DOPAGE</u>	51
<u>27</u>	<u>DROITS COMMERCIAUX</u>	55
<u>28</u>	<u>MÉDIAS</u>	56
	<u>FINAL PROVISIONS</u>	59
<u>29</u>	<u>RESPONSABILITÉ</u>	59
<u>30</u>	<u>CIRCONSTANCES SPÉCIALES</u>	59
<u>31</u>	<u>QUESTIONS NON PRÉVUES ET CAS DE FORCE MAJEURE</u>	59
<u>32</u>	<u>LANGUES</u>	59
<u>33</u>	<u>COPYRIGHT</u>	59
<u>34</u>	<u>AUCUNE RENONCIATION</u>	59
<u>35</u>	<u>MISE EN APPLICATION</u>	60



DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. NOM DE LA COMPÉTITION

- 1.1 Le Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf 2019/2020 (ci-après : la Compétition) est une compétition officielle des équipes nationales de la Concacaf. La Compétition sera disputée aux dates et aux sites déterminés par la Concacaf. Toutes les Associations Membres affiliées à la Concacaf sont invitées à y participer.
- 1.2 La Compétition comprend deux (2) étapes :
 - 1.2.1 Qualifications Féminines des Moins de 20 ans de la Concacaf
 - 1.2.2 Championnat Final des Moins de 20 ans Féminin de la Concacaf
 - 1.2.3 Pour faire référence aux deux (2) étapes - ci-après : la Compétition

2. LE COMITÉ D'ORGANISATION LOCAL

- 2.1. Le Comité d'Organisation Local (ci-après: COL) doit travailler avec la Concacaf pour organiser, promouvoir et accueillir les matchs de la Compétition, et la sécurité pour la durée des matchs.
- 2.2. Le COL est soumis à la surveillance et au contrôle de la Concacaf, et cette dernière est la dernière instance pour toutes les questions qui se rapportent à la Compétition. Les décisions rendues par la Concacaf sont définitives et contraignantes et ne peuvent être portées en appel.
- 2.3. Les relations de travail entre le COL et la Concacaf sont régies par l'Accord de Responsabilité d'Accueil (HRA), l'Accord de Participation de l'Équipe (TPA) et le Règlement du Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la ("le Règlement"). Les règlements, ainsi que toutes les directives, décisions, recommandations et circulaires émises par la Concacaf sont exécutoires pour toutes les parties qui prennent part et qui sont



impliquées dans la préparation, l'organisation et l'accueil de la Compétition.

- 2.4. Tous les droits non cédés au préalable, soit par écrit ou par le truchement d'une circulaire, par le présent Règlement, à une Association Membre Participante ou à toute tierce partie, appartiennent exclusivement à la Concacaf.
- 2.5. Les responsabilités du COL englobent, entre autres :
 - 2.5.1. Garantir, planifier et mettre en application la loi et l'ordre, de même que la sécurité et la sûreté dans les stades et à d'autres endroits pertinents, en collaboration avec les autorités locales. Les règlements de sécurité et de sûreté du stade de la FIFA et/ou de la Concacaf doivent être les normes minimales et les lignes directrices à utiliser pendant la Compétition ;
 - 2.5.2. Veiller à ce que la présence du personnel sur le terrain et d'agents de sécurité soit suffisante afin de garantir la sécurité des équipes, des Officiels du Match et des spectateurs ;
 - 2.5.3. Obtenir des contrats d'assurance, en consultation avec la Concacaf, afin d'offrir une protection quant à tous les risques associés à l'organisation de tous les matchs à domicile, plus particulièrement une assurance responsabilité adéquate et étendue en ce qui a trait aux stades, aux membres du COL, aux employés, aux bénévoles et à toute autre personne prenant part à l'organisation de la compétition, à l'exception des Membres de la Délégation des Équipes Visiteuses ;
 - 2.5.4. Obtenir une assurance responsabilité quant aux accidents ou aux décès possibles de spectateurs.
- 2.6. Le COL dégage la Concacaf de toute responsabilité et renonce à toute réclamation déposée contre la Concacaf et les membres de



sa délégation, quant à tout dommage résultant de tout acte ou toute omission en relation avec l'organisation et le déroulement de la Compétition.

- 2.7. Stade et Installations d'Entraînement – Faire en sorte que le terrain du stade et le terrain d'entraînement sont dans un état convenant à un Championnat Concacaf, en fonction des discussions durant l'inspection du site, y compris notamment l'ensemble des équipements du terrain, c.-à-d. les filets, buts, drapeaux de coin, bancs (si requis) pour les équipes et le quatrième officiel, qui doivent être de standard professionnel.
- 2.8. Blanchisserie – Rendra des installations disponibles ou recommandera des installations aux équipes pour qu'elles fassent leur linge. Avisera les équipes des coûts avant le tournoi.
- 2.9. Médias – Nommer un individu qui sera responsable des relations médias et avertir le Département des Communications de la Concacaf trente (30) jours avant l'évènement du nom de la personne et de ses numéros de contact (téléphone/cellulaire, téléphone/fax, adresse email) ; AVANT, PENDANT et APRÈS l'évènement, la personne nommée :
 - 2.9.1. Fera en sorte que les installations médias sont dans le meilleur état possible ;
 - 2.9.2. Assistera les médias dans leurs demandes générales ;
 - 2.9.3. Veillera à ce que les feuilles de match pourvues des noms/numéros/postes, etc. de joueurs exacts sont disponibles aux médias dans un délai convenable, avant le coup d'envoi ;
 - 2.9.4. Distribuera aux médias des copies du Guide Médias ou tout autre matériau qui sera fourni par la Concacaf ;
 - 2.9.5. Arrangera l'installation d'une ligne téléphonique dédiée à l'usage unique de la Concacaf pour les appels avec charges ;
 - 2.9.6. Arrangera l'installation de lignes téléphoniques pour les diffuseurs radio et la désignation des cabines radio pour chaque détenteur de droit ;
 - 2.9.7. Fera en sorte que le stade dispose d'internet sans fil pour les médias dans tout le stade ;



- 2.9.8. Arrangera et fournira des repas pour les médias et les photographes tels qu'approuvés par la Concacaf .
- 2.10. Visas pour les Équipes Visiteur – Sollicitera la gestion de l'agence gouvernementale responsable des visas pour expédier les demandes pour les équipes et les délégués autant que possible.
- 2.11. Le COL veillera à ce que toute décision prise par la Concacaf ou par des instances judiciaires concernant ses devoirs et ses responsabilités entre en vigueur immédiatement.

3. La Concacaf

3.1. Les responsabilités de la Concacaf englobent, entre autres :

- 3.1.1. Superviser les préparatifs généraux, décider du système de match et du format de la Compétition ;
- 3.1.2. Fixer les dates et approuver les sites des matchs durant la Compétition ;
- 3.1.3. Déterminer le calendrier des matchs et les heures de coup d'envoi pour la Compétition ;
- 3.1.4. Choisir le ballon de football officiel de la Compétition.
 - 3.1.4.1. Seuls les ballons de football conformes à la norme FIFA Quality Mark (FIFA Quality PRO, FIFA Quality, International Match Standard) seront approuvés ;
- 3.1.5. Approuver le choix du laboratoire accrédité par l'AMA (Agence mondiale antidopage) qui effectuera les analyses de contrôle du dopage, tel que proposé par l'Unité antidopage de la FIFA ;
- 3.1.6. Décider quels matchs seront sujets à des test de dopage ;
- 3.1.7. Nommer les Coordinateurs de Stade, les Coordinateurs de match, les Commissaires de Match, le Groupe d'Étude Technique, les Arbitres, les Inspecteurs d'Arbitres, les



Membres du Comité de Discipline et tout autre délégué (ci-après, les Officiels de Match) pour la Compétition ;

- 3.1.8. Indemnités journalières et dépenses de voyage international pour les Officiels de Match de la Concacaf ;
- 3.1.9. Remplacer les Associations (selon ce qui semble approprié par la Concacaf) qui se sont retirées de la Compétition ;
- 3.1.10. Évaluer les protêts et prendre les mesures appropriées, afin de vérifier leur recevabilité, à l'exception de protêts concernant l'éligibilité des joueurs, dont se charge le Comité de Discipline de la Concacaf ;
- 3.1.11. Recueillir les informations d'équipe (c.-à-d. les listes d'équipe, les listes de chambre, les menus, les itinéraires de voyage, les informations de visa, les couleurs de tenue, etc.);
- 3.1.12. Se prononcer dans des affaires entourant les Associations Membres Participantes qui ne respectent pas les délais ou les exigences formelles relatives à la soumission des documents nécessaires ;
- 3.1.13. Traiter des affaires concernant les matchs abandonnés (selon les Lois du Jeu), conformément au présent Règlement ;
- 3.1.14. Prendre des décisions quant aux reports de matchs pour cause de circonstances exceptionnelles ou de force majeure ;
- 3.1.15. Mesures disciplinaires et communication des mesures prises ;
- 3.1.16. Assignation journalière des officiels aux matchs ;
- 3.1.17. Fournir des ballons d'entraînement aux équipes à leur arrivée et des ballons de match au stade ;



- 3.1.18. Travailler avec le COL pour réaliser une scène utilisée pour la présentation des prix après la finale ;
- 3.1.19. Fournir le trophée, les médailles et les prix ;
- 3.1.20. Remplacer les Associations Membres qui se sont retirées de la Compétition ;
- 3.1.21. Trancher les cas de force majeure ;
- 3.1.22. Traiter tout autre aspect de la Compétition dont la responsabilité n'incombe pas à d'autres instances, en vertu des conditions stipulées dans le présent Règlement.

3.2. Hospitalité d'Équipe

3.2.1. Transport Local

- 3.2.1.1. Bus de première classe avec air conditionné pour la délégation officielle et leurs bagages, pour un service vers et depuis l'aéroport et le site.
- 3.2.1.2. Camion d'équipement pour un service vers et depuis l'aéroport, l'hôtel, et l'hôtel du stade.

3.2.2. Logement (gîte et couvert, etc.) – Logement première classe, suivant approbation de la Concacaf ;

- 3.2.2.1. Chambres – Pour la délégation officielle . Fournira également le tarif des chambres du tournoi au cas où des membres supplémentaires de l'Association Membre accompagnent leur équipe.
- 3.2.2.2. Une (1) salle d'équipement/salle médicale par délégation, et une (1) salle de réunion/salle de repas.
- 3.2.2.3. Repas – Pour la délégation officielle. Fournira également le tarif des repas ou des coûts quotidiens au cas où des membres



supplémentaires de l'Association Membre accompagnent leur équipe ou des équipes excèdent les budgets de tournoi ;

3.3. Les décisions rendues par la Concacaf sont définitives et contraignantes et ne peuvent être portées en appel.

4. ASSOCIATIONS MEMBRES PARTICIPANTES

4.1. Chaque Association Membre Participante (ci-après : PMA) est responsable tout au long de la Compétition des actions suivantes :

4.1.1. Le comportement de tous les joueurs, des entraîneurs, des directeurs, des officiels, des responsables médias, des représentants et des invités de sa délégation (ci-après, les Membres de la Délégation d'Équipe) et de toute personne effectuant des fonctions en son nom au cours de la Compétition ;

4.1.2. Veiller à ce qu'une protection d'assurance appropriée soit souscrite pour les Membres de la Délégation de son Équipe et pour toute autre personne s'acquittant de tâches en son nom, quant à tous les risques, y compris l'état de santé, les blessures, les accidents, les maladies et les déplacements, conformément aux règles ou aux règlements qui s'appliquent ;

4.1.3. Couvrir tous les frais liés aux dépenses de voyage, encourus par les Membres de sa Délégation d'Équipe vers et depuis le pays hôte, les coûts d'obtention des visas pour sa délégation et l'ensemble des pourboires pour services rendus tel qu'approprié aux hôtels, aéroports, taxis, etc. ;

4.1.4. Couvrir les frais de séjour prolongé d'un membre de sa délégation. Chaque PMA devra également assumer les frais d'un membre supplémentaire de sa délégation au-delà du nombre autorisé par la Concacaf.

4.1.5. Candidater en temps utile pour les visas requis auprès du consulat ou de l'ambassade des Pays Hôtes dans lesquels



les matchs seront joués et couvrir les frais associés à ces visas ; pour ce processus, l'aide de ce COL doit être demandée dès que possible ;

- 4.1.6. Assister aux conférences médiatiques et aussi à d'autres activités officielles des médias, organisées par la Concacaf et/ou par le COL, conformément aux règlements applicables ;
- 4.1.7. Veiller à ce que chaque membre de sa délégation ou, le cas échéant, un représentant dûment désigné, remplisse l'Accord de Participation de l'Équipe de la Concacaf et signe les documents requis ;
- 4.1.8. Veiller à ce que chaque membre de sa délégation se conforme à l'ensemble des règlements applicables (y compris le Règlement), directives, recommandations et circulaires, décisions rendues par la Concacaf et par son Conseil, par le Comité des Arbitres, par le Comité de Discipline, par le Comité d'Éthique et par le Comité des Recours ;
- 4.1.9. Fournir à la Concacaf toutes les informations ou toute la documentation exigée, en respectant les dates d'échéance prévues. Les associations membres qui omettent de fournir à la Concacaf toutes les informations ou toute la documentation requise dans les délais impartis se verront imposer une amende de 3 000 \$ USD, sauf dans des circonstances exceptionnelles ou des cas de force majeure, comme cela est déterminé par le secrétariat général de la Concacaf. Le montant de l'amende est augmenté de 50 % pour chaque cas de récidive ;
- 4.1.10. Permettre à la Concacaf d'utiliser ses Marques d'Association pour la promotion de la Compétition, comme cela est stipulé dans le règlement commercial régissant chaque phase de la Compétition, dans le seul but d'assurer la promotion de la Compétition.

4.2. Les Associations Membres et leurs joueurs et les représentants



officiels participant à la Compétition acceptent de respecter et de se conformer pleinement :

- 4.2.1. Aux Lois du Jeu et aux principes du Fair-Play ;
- 4.2.2. Aux Statuts de la Concacaf et à l'ensemble des règlements, règles, codes, protocoles, circulaires, directives, lignes directrices et décisions de la Concacaf (y compris le Règlement) ;
- 4.2.3. À toutes les décisions et à toutes les directives du Conseil de la Concacaf ;
- 4.2.4. Au Code Disciplinaire de la FIFA et, dès son entrée en vigueur, au Code Disciplinaire de la Concacaf ;
- 4.2.5. Au Code d'Éthique de la Concacaf et au Code de Conduite de la Concacaf ;
- 4.2.6. Au Règlement antidopage de la FIFA ;
- 4.2.7. À tous les protocoles de la Concacaf pendant les matchs et collaborer entièrement à leur exécution (par exemple, le protocole de la Concacaf relatif aux incidents racistes pendant les matchs) ;
- 4.2.8. À toutes les stipulations de la Concacaf relatives à la lutte contre le racisme et contre le trucage de match ;
- 4.2.9. À toutes les exigences médiatiques et de marketing de la Concacaf, tel que stipulé dans le Règlement Médias et Marketing, y compris notamment la Journée Médias de l'Équipe, de laquelle des photos et des vidéos individuelles et en groupe seront prises pour chaque équipe, dès son arrivée sur le lieu de son premier match.
- 4.2.10. Règlements de la FIFA quant à l'éligibilité des joueurs .

- 4.3. Les Associations Membres prennent toutes les mesures nécessaires pour que leurs joueurs et leurs officiels acceptent et



se conforment à l'ensemble des statuts, règlements, règles, codes, protocoles, circulaires, directives, à décisions, stipulations et exigences mentionnés ci-dessus.

- 4.4. Les PMA sont tenues d'indemniser, de défendre et de tenir à couvert la Concacaf, le COL, de même que tous leurs représentants, directeurs, employés, représentants, agents et toute autre tierce personne, contre toute responsabilité, toute obligation, toute perte, tout dommage, toute pénalité, toute réclamation, toute poursuite, toute amende et toute dépense (dont les honoraires juridiques engagés) de quelque nature que ce soit, émanant ou résultant de ou attribuable à une non-conformité au présent Règlement par les PMA, des membres de leur Délégation d'Équipe, leurs affiliés et toute tierce partie qui est contractuellement liée aux PMA.

5. INSCRIPTIONS À LA COMPÉTITION

- 5.1. L'équipe nationale Féminines des Moins de 20 ans des Associations Membres affiliées à la Concacaf a le droit de participer.
- 5.2. Les compétitions serviront à qualifier les Associations Membres affiliées à la Concacaf à trois places à la Coupe du Monde Féminine des Moins de 20 ans 2020 de la FIFA et débutera, à moins que des circonstances ne préviennent, l'année précédant l'année du tournoi FIFA, et sera complétée l'année du tournoi FIFA.
- 5.3. Nonobstant la disposition précédente, toutes les Associations Membres de la Concacaf de la phase de qualification peuvent avancer au Championnat Final. Si une Association Membre non-FIFA termine en position d'avancer à la Coupe du Monde Féminine des Moins de 20 ans 2020 de la FIFA, ladite Association Membre ne serait pas éligible à participer et serait remplacée par l'Association Membre suivante affiliée à la FIFA la mieux classée dans cette même phase. Les équipes éliminées de la phase éliminatoire seront classées en fonction des critères de départage expliqués dans la section 12.4.
- 5.4. Chaque PMA a l'obligation d'avoir dans sa Délégation Officielle les



rôles suivants: Entraîneur en Chef, Entraîneur Assistant, et Professionnel Médical Dûment Certifié. Ces trois postes sont obligatoires.

- 5.4.1. Entraîneur
- 5.4.2. Entraîneur Assistant
- 5.4.3. Médecin d'Équipe
- 5.4.4. Manager d'Équipe
- 5.4.5. Manager d'Équipement
- 5.4.6. Entraîneur de Gardien de But
- 5.4.7. Entraîneur Fitness

5.5. Dès inscription à la Compétition, la PMA et les Membres de sa Délégation d'Équipe s'engagent automatiquement :

- 5.5.1. À participer et à se référer à son équipe comme étant la meilleure équipe disponible à tous les matchs de la Compétition auxquels il est prévu que son équipe participe ;
- 5.5.2. À accepter le droit de la Concacaf d'utiliser et/ou le droit de la Concacaf de concéder le droit d'utiliser, en sous-licence, à titre non exclusif, à perpétuité et gratuitement, l'un(e) ou l'autre de ses dossiers, ses noms, ses photos et ses images (y compris toute représentation d'une image fixe ou en mouvement de ceux-ci), qui pourrait apparaître ou être produit(e) dans le cadre de la participation des Membres de la Délégation d'Équipe de l'ensemble des PMA de la Compétition, conformément aux conditions pertinentes stipulées dans les Règlement Médias et Marketing de la Concacaf pour la Compétition (le cas échéant). Dans la mesure où le droit de la Concacaf d'utiliser ou le droit de la Concacaf de concéder le droit d'utiliser, en sous-licence, l'un(e) ou l'autre des dossiers, des noms, des photos et des images qui pourrait appartenir ou être contrôlé(e) par une tierce partie, les PMA et les Membres de leur Délégation d'Équipe assurent que cette tierce partie renonce, s'engage et assigne de façon inconditionnelle ou transfère immédiatement à la Concacaf, la garantie du titre intégral, à perpétuité et sans aucune restriction, tout droit, afin de veiller à ce que la



Concacaf puisse avoir accès à une utilisation libre, comme cela est décrit ci-haut ;

- 5.5.3. À respecter les principes du fair-play. Sous réserve de toute autre décision du Conseil de la Concacaf, les Associations Membres rempliront et enverront l'Accord officiel de Participation de l'Équipe au Secrétariat Général de la Concacaf conformément aux échéances stipulées dans la circulaire Concacaf pertinente. Seuls les Accords de Participation d'Équipe envoyés au Secrétariat Général de la Concacaf avant les échéances fixées seront valides et pris en considération, sauf approbation par écrit de la Concacaf.

6. LOIS DU JEU

- 6.1. Tous les matchs se jouent conformément aux Lois du Jeu en vigueur au moment de la Compétition, et telles que stipulées par l'International Football Association Board. En cas de divergence dans l'interprétation des Lois du jeu, la version anglaise fait foi.
- 6.2. Chaque match dure 90 minutes, soit deux périodes de 45 minutes, avec un intervalle de 15 minutes à la mi-temps.
- 6.3. Si, selon les dispositions stipulées dans le présent Règlement, une prolongation du jeu s'avère nécessaire, en raison d'un résultat nul à la fin de la durée normale de jeu, la prolongation allouée sera toujours répartie sur deux périodes de 15 minutes chacune, avec un intervalle de cinq minutes à la fin de la période normale de jeu, mais aucun intervalle entre les deux périodes de prolongation.
- 6.4. Si le pointage est encore égal après la prolongation, on procédera à des tirs au but, afin de déterminer le gagnant du match, conformément à la procédure décrite dans les Lois du Jeu de l'IFAB publiées par la FIFA.

COMPÉTITION



7. RETRAITS, MATCHS NON JOUÉS ET MATCHS ABANDONNÉS

- 7.1. Après avoir signé l'accord de participation, les PMA ont l'obligation de jouer tous leurs matchs jusqu'à ce que leur équipe soit éliminée de la Compétition.
- 7.2. Toute PMA qui se retire jusqu'à 30 jours avant le début du Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf est passible d'une amende d'au moins USD 15 000. Toute PMA qui se retire dans les 30 jours précédant le début des Qualifications des Moins de 20 ans Féminins de la Concacaf, du Championnat Final des Moins de 20 ans Féminins de la Concacaf, ou durant le Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf lui-même, devra verser une amende d'au moins USD 20 000.
- 7.3. Selon les circonstances du retrait, le Comité de Discipline de la Concacaf peut imposer des sanctions, en plus de celles déjà prévues, aux paragraphes 7.2 ci-dessus, y compris l'expulsion de l'Association Membre concernée de compétitions subséquentes de la Concacaf.
- 7.4. Tout match qui n'est pas joué ou qui est abandonné, sauf dans les cas de force majeure reconnus par la Concacaf, pourrait mener à l'imposition de sanctions contre les Associations Membres concernées, émises par le Comité de Discipline de la Concacaf, conformément au Code Disciplinaire de la FIFA et dès son entrée en vigueur au Code Disciplinaire de la Concacaf. Dans de tels cas, le Comité de Discipline de la Concacaf peut également donner l'ordre que le match soit rejoué.
- 7.5. Toute PMA qui se retire ou dont le comportement est à blâmer pour un match qui n'a pas été joué ou qui a été abandonné, peut recevoir l'ordre de rembourser la Concacaf, l'équipe adverse ou encore toute autre PMA impliquée, quant à toute dépense encourue en raison du comportement de celle-ci. Dans de tels cas, l'Association Membre concernée peut également se voir ordonner par la Concacaf de verser une indemnisation pour tout dommage encouru par la Concacaf ou par toute autre Association Membre. La PMA en question devra également abandonner toute réclamation visant à obtenir une rémunération



financière auprès de la Concacaf.

- 7.6. Si une PMA se retire ou qu'un match ne peut être joué ou si un match est abandonné, en raison d'une situation de force majeure, la Concacaf tranche la question, à sa seule discrétion et adopte les mesures qu'elle juge appropriées. Si un match n'est pas joué ou est abandonné en raison d'une situation de force majeure, la Concacaf pourrait notamment donner l'ordre que celui-ci soit rejoué. Si les circonstances entourant le retrait sont suffisamment graves, le Comité de Discipline de la Concacaf peut également prendre des mesures supplémentaires, si cela s'avère nécessaire.
- 7.7. Si une équipe ne se présente pas à un match, sauf en situation de force majeure, ou si elle refuse de continuer à jouer, ou si elle quitte le terrain avant la fin du match, l'équipe mentionnée est considérée comme ayant perdu le match à un pointage de 3 à 0 et trois points seront attribués à son adversaire. Si dans le cas d'un match abandonné, l'équipe gagnante avait déjà atteint un pointage plus élevé au moment où l'équipe coupable a quitté le terrain, alors le pointage le plus élevé doit demeurer valide. Le Comité de Discipline de la Concacaf décidera si une équipe qui s'est retirée est exclue de toute participation ultérieure à la compétition et les résultats de ces matchs sont considérés comme un match ayant été perdu avec un pointage de 3 à 0 et trois points seront attribués à ces adversaires. Pour ce qui est des matchs joués auparavant par l'équipe coupable, ces résultats demeureront le résultat final du match.
- 7.8. En plus de la disposition qui précède, l'équipe en question devra payer une compensation pour les dommages et pertes subis par la Concacaf, le COL et/ou l'autre PMA, et perdra le droit de réclamer toute rémunération financière de la Concacaf.
- 7.9. Ces décisions sont insusceptibles d'appel.
- 7.8. En plus de la disposition qui précède, si un match est abandonné dû à une situation de force majeure, après son coup d'envoi, les principes suivants s'appliquent :

7.8.1 Le match reprend au temps précis où le jeu a été



interrompu, plutôt que de le jouer à nouveau au complet et en conservant le même pointage ;

- 7.8.2 Le match reprend avec les mêmes joueurs sur le terrain et les mêmes joueurs remplaçants que lorsque le match a été abandonné ;
- 7.8.3 Aucun joueur remplaçant ne peut être ajouté à la liste de joueurs figurant sur la feuille de match officielle de l'équipe ;
- 7.8.4 Les équipes peuvent effectuer seulement le nombre de remplacements auxquels elles avaient encore droit lorsque le match a été abandonné ;
- 7.8.5 Les joueurs expulsés pendant le match abandonné ne peuvent être remplacés ;
- 7.8.6 Toute sanction imposée avant l'abandon du match demeure valide pour le reste du match ;
- 7.8.7 Le match reprend à l'endroit où le jeu a été arrêté lorsque le match a été abandonné (c'est-à-dire, avec un coup franc, une touche, un coup de pied de but, un coup de pied de coin, un tir de pénalité, etc.). Si le match a été abandonné alors que le ballon était encore en jeu, il devra reprendre avec une balle à terre, à l'endroit où se trouvait le ballon lorsque le jeu fut arrêté.
- 7.8.8 L'heure de coup d'envoi, la date (qui sera prévue le lendemain) et l'endroit seront déterminés par la Concacaf.
- 7.8.9 Toute question qui nécessitera une autre décision incombera à la Concacaf.

8 REMPLACEMENTS

- 8.1 Si une PMA se retire ou est exclue de la Compétition, le Conseil de la Concacaf devra décider de remplacer ou non l'Association Membre en question par une autre Association Membre .



9 ÉLIGIBILITÉ DES JOUEURS

- 9.1 Chaque PMA doit se garantir les aspects suivants lorsqu'elle choisit l'équipe qui la représentera lors de la Compétition :
 - 9.1.1 Tous les joueurs doivent avoir la nationalité du pays de l'Association et relever de la juridiction de celui-ci ;
 - 9.1.2 Tous les joueurs doivent être éligibles pour la sélection, conformément aux Statuts de la FIFA, au Règlement d'application des Statuts de la FIFA et à toute autre règle et tout autre règlement pertinents de la FIFA.
 - 9.1.3 Chaque Association Membre Participante sélectionnera son équipe nationale représentative de joueurs qui sont des nationaux de son pays. Tous les joueurs doivent avoir au maximum 20 ans avant la fin de l'année calendaire dans laquelle la compétition de la FIFA est jouée (c.-à-d. tous les joueurs des équipes sont nés le 1er janvier 2000 ou après).
- 9.2 Les protêts quant à l'éligibilité des joueurs seront étudiés par le Comité de Discipline de la Concacaf, qui rendra sa décision conformément au Code Disciplinaire de la FIFA et dès son entrée en vigueur au Code Disciplinaire de la Concacaf.
- 9.3 Les Associations Membres ont la responsabilité de n'aligner uniquement les joueurs éligibles sur le terrain. Le non-respect de cette règle entraînera les conséquences qui sont stipulées dans le Code Disciplinaire de la FIFA et dès son entrée en vigueur dans le Code Disciplinaire de la Concacaf.
- 9.4 Si la Concacaf estime que l'éligibilité d'un joueur est en question, la Concacaf se réserve le droit de considérer ledit joueur comme étant inadmissible à participer à toute phase de la Compétition jusqu'à ce que le statut d'éligibilité du joueur soit confirmé par la Concacaf conformément aux règlements applicables.



10 LISTE DES JOUEURS

- 10.1 Chaque Association Membre qui participe à la Compétition doit transmettre à la Concacaf sa liste provisoire d'au plus 35 joueurs (4 doivent être des gardiens de but) au plus tard 30 jours avant le match d'ouverture, de laquelle la Concacaf fournira les détails au moyen d'une circulaire d'information. La liste devra indiquer le nom de famille, le prénom, la date de naissance et le numéro de passeport, tel que celui-ci apparaît dans le passeport international, de chacun des joueurs. En plus de toute autre information exigée par la Concacaf. Ces informations doivent être soumises via la plateforme Comet, et seront horodatées.
- 10.2 Chaque PMA participant à la Compétition transmettra à la Concacaf sa liste finale de jusqu'à 20 joueurs (2 doivent être des gardiens de but), au plus tard 10 jours ouvrables avant le match d'ouverture, duquel la Concacaf fournira les détails au moyen d'une circulaire. La Liste Finale des Joueurs doit provenir de la Liste Provisoire, qui devient exécutoire 10 jours avant le match d'ouverture. Ces informations doivent être soumises via la plateforme Comet, et seront horodatées.
- 10.3 Un joueur dont le nom figure sur la liste finale peut uniquement être remplacé pendant la compétition en cas de blessure grave, et ce jusqu'à 24 heures avant le coup d'envoi du premier match de son équipe et celui-ci doit provenir de la liste provisoire. De tels remplacements doivent être approuvés par écrit par la Concacaf ou encore par le Comité Médical, dès la réception et l'acceptation d'une évaluation médicale détaillée, par écrit, comportant le sceau du médecin ou un en-tête valable, rédigée dans l'une des quatre langues officielles de la Concacaf. La Concacaf ou le Comité Médical doit approuver la demande si la blessure s'avère suffisamment grave pour empêcher le joueur de prendre part à la Compétition. Dès que cette approbation sera reçue, l'association devra immédiatement nommer un autre joueur pour remplacer le joueur blessé et informer le secrétariat général de la Concacaf à son tour. Le joueur remplaçant doit se voir assigner le numéro du maillot du joueur blessé qui est remplacé.



10.4 Le seul document considéré comme étant une preuve valable pour confirmer l'identité et la nationalité d'un joueur est un passeport qui indique explicitement le jour, le mois et l'année de naissance d'un joueur. Les cartes d'identité ou autres documents justificatifs officiels ne seront pas acceptés comme pièces valides d'identification. À son arrivée, la PMA doit présenter le passeport national valide de chacun des joueurs, pour le pays de la PMA, au représentant de la Concacaf, le jour de sa Réunion d'Arrivée d'Équipe ou avant son match. Un joueur qui ne détient pas de passeport valide ne sera pas autorisé à participer à la Compétition.

10.4.1 La Concacaf se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires auprès du joueur afin de confirmer son éligibilité, notamment la présentation du certificat de naissance auprès du joueur, de ses parents ou de ses grands-parents.

11 LISTE DE DÉPART ET REMPLAÇANTS SUR LE BANC

11.1 Il est possible d'inscrire jusqu'à 20 joueurs sur la liste de départ (soit 11 joueurs partants et 9 remplaçants). Un maximum de 3 remplaçants peut prendre la place de joueurs sélectionnés en tout temps pendant le match. La liste de départ est signée par l'entraîneur en chef.

11.2 Les numéros sur les maillots des joueurs doivent correspondre aux numéros indiqués sur la liste de départ (numéros 1 à 20 seulement). Tous les gardiens de but, de même que le capitaine de l'équipe, doivent être identifiés comme tels ; le maillot comportant le numéro 1 doit être réservé à l'un des gardiens de but.

11.3 Les équipes doivent arriver au stade au plus tard 90 minutes avant le coup d'envoi et transmettre leur liste de départ au Coordinateur de Stade au plus tard 90 minutes avant le coup d'envoi. Les équipes recevront une copie de la liste de départ 75 minutes avant le coup d'envoi.



- 11.4 Après que les listes de départ aient été remplies et signées par l'entraîneur en chef et retournées au Coordinateur de Stade et si le coup d'envoi du match n'a pas encore eu lieu, les instructions suivantes s'appliquent :
- 11.4.1 Si l'un ou plusieurs des 11 joueurs de départ dont les noms figurent sur la liste de départ est dans l'incapacité de commencer le match, pour quelque raison que ce soit, celui-ci pourra être remplacé par n'importe quel des 9 remplaçants. Le ou les joueurs remplacés ne pourront alors plus prendre part au match, et le quota de joueurs remplaçants sera réduit en conséquence. Durant le match, trois joueurs pourront encore être remplacés.
- 11.4.2 Si l'un ou l'autre des 9 joueurs remplaçants dont les noms figurent sur la liste de départ est dans l'incapacité de prendre sa place sur le terrain, pour quelque raison que ce soit, le ou les joueurs concernés ne pourront pas être remplacés sur le banc par un joueur supplémentaire ; ce qui signifie donc que le nombre de joueurs remplaçants sera réduit en conséquence. Durant le match, trois joueurs pourront encore être remplacés.
- 11.5 Bien qu'il ne soit plus éligible à jouer comme remplaçant, le joueur blessé ou malade qui déclare forfait et dont le nom a été retiré de la liste de départ peut demeurer sur le banc des remplaçants et, le cas échéant, celui-ci pourrait alors être sélectionné pour un contrôle de dopage.
- 11.6 Un maximum de 16 personnes (soit 7 officiels et 9 remplaçants) peut s'asseoir au banc des remplaçants. Les noms de ces officiels doivent être indiqués sur le formulaire "Officiels sur le Banc des Remplaçants", qui devra être fourni au Coordinateur de Stade de la Concacaf. Un joueur ou un officiel suspendu ne sera pas autorisé dans les aires où les compétitions ont lieu (c'est-à-dire, le vestiaire ou le tunnel), sur le terrain de jeu et il ne devra pas non plus s'asseoir sur le banc des remplaçants.



- 11.7 Le COL remettra à chaque Membre de la Délégation officielle de l'Équipe une accréditation durant la Compétition.
- 11.8 Les joueurs blessés qui sont remplacés jusqu'à 24 heures avant le coup d'envoi du premier match de leur équipe doivent remettre leur accréditation à la Concacaf. Par conséquent, les joueurs qui ont remis leur accréditation ne pourront plus être considérés comme étant des membres figurant sur la Liste de Délégation d'Équipe Officielle.
- 11.9 Les PMA doivent veiller à ce que toutes les données d'accréditation exigées par la Concacaf soient soumises avant la date limite stipulée par la Concacaf. D'autres détails, y compris des informations au sujet des accréditations et d'autres points précis seront décrits dans la circulaire d'information pertinente diffusée par la Concacaf.

12 FORMAT ET STRUCTURE DE LA COMPÉTITION

- 12.1 La Concacaf se réserve le droit de déterminer la structure, le format de jeu et le calendrier des matchs de la Compétition.

TOUR DE QUALIFICATION

- 12.2 Les Qualifications Féminines des Moins de 20 ans de la Concacaf seront disputées avec deux (2) groupes (A et B) parmi les Associations Membres Participantes (PMA) éligibles classée de la 17^e à la 41^e place.

Les équipes de première et de deuxièmes places de chaque groupe accèderont au Championnat Final des Moins de 20 ans Féminin de la Concacaf. Les décisions du Conseil de la Concacaf sont définitives et insusceptibles d'appel.

A1	B1
A2	B2
A3	B3
A4	B4
A5	B5



12.3 Les matchs dans les groupes seront disputés en format tournoi toutes rondes, chaque équipe jouant un match contre chacune des autres équipes dans le même groupe, avec trois (3) points pour une victoire, un (1) point pour un match nul et aucun point pour une défaite.

12.4 À la conclusion de chaque groupe des Qualifications Féminines des Moins de 20 ans de la Concacaf, les PMA seront classés selon les critères suivants :

12.4.1 Le plus grand nombre de points obtenus dans tous les matchs ;

12.4.2 Meilleure différence de but dans tous les matchs de groupe ;

12.4.3 Plus grand nombre de buts inscrits dans tous les matchs de groupe.

Si deux (2) équipes ou plus sont à égalité d'après les trois critères ci-dessus, leur classement sera déterminé comme suit :

12.4.4 Le plus grand nombre de points obtenus dans les matchs entre les équipes ex aequo ;

12.4.5 Meilleure différence de but dans les matchs entre les équipes ex aequo (si plus de deux équipes terminent ex aequo en points) ;

12.4.6 Plus grand nombre de buts inscrits dans les matchs entre les équipes ex aequo (si plus de deux équipes terminent ex aequo en points) ;

12.4.7 Le plus faible nombre de points selon le nombre de cartons jaunes et de cartons rouges reçus durant tous les matchs de groupe est à considérer, selon les additions suivantes :

- premier carton jaune: 1 point supplémentaire



- deuxième carton jaune/carton rouge indirect : 3 points supplémentaires
- carton rouge direct : 4 points supplémentaires
- carton jaune et carton rouge direct: 5 points supplémentaires ;

12.4.8 Tirage au sort effectué par la Concacaf.

12.5 Les équipes de première et deuxième place des groupes A et B avanceront aux 16e de Finale du Championnat Final des Moins de 20 ans Féminin de la Concacaf.

TOUR DU CHAMPIONNAT FINAL

12.6 Le Championnat Final des Moins de 20 ans Féminins de la Concacaf sera disputé dans quatre (4) groupes (C, D, E et F) de quatre équipes, parmi les seize (16) PMA les mieux classées. Les décisions du Conseil de la Concacaf sont définitives et insusceptibles d'appel.

C1	D1	E1	F1
C2	D2	E2	F2
C3	D3	E3	F3
C4	D4	E4	F4

12.7 Les matchs dans les groupes seront disputés en format tournoi toutes rondes, chaque équipe jouant un match contre chacune des autres équipes dans le même groupe, avec trois (3) points pour une victoire, un (1) point pour un match nul et aucun point pour une défaite.

12.8 À la conclusion de chaque groupe du Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf, les PMA seront classés selon les critères suivants :

12.8.1 Le plus grand nombre de points obtenus dans tous les matchs ;



12.8.2 Meilleure différence de but dans tous les matchs de groupe ;

12.8.3 Plus grand nombre de buts inscrits dans tous les matchs de groupe.

Si deux (2) équipes ou plus sont à égalité d'après les trois critères ci-dessus, leur classement sera déterminé comme suit :

12.8.4 Le plus grand nombre de points obtenus dans les matchs entre les équipes ex aequo ;

12.8.5 Meilleure différence de but dans les matchs entre les équipes ex aequo (si plus de deux équipes terminent ex aequo en points) ;

12.8.6 Plus grand nombre de buts inscrits dans les matchs entre les équipes ex aequo (si plus de deux équipes terminent ex aequo en points) ;

12.8.7 Le plus faible nombre de points selon le nombre de cartons jaunes et de cartons rouges reçus durant tous les matchs de groupe est à considérer, selon les additions suivantes :

- premier carton jaune : 1 point supplémentaire
- deuxième carton jaune/carton rouge indirect : 3 points supplémentaires
- carton rouge direct : 4 points supplémentaires
- carton jaune et carton rouge direct : 5 points supplémentaires ;

12.8.8 Tirage au sort effectué par la Concacaf.

12.9 Les trois (3) meilleures équipes de chaque groupe (C, D, E et F) et les deux vainqueurs d'A et B de la Phase des Qualifications des Moins de 20 ans Féminins de la Concacaf avanceront aux 16e de Finale. Les seize équipes disputeront les 16e de Finale comme suit :



- Tour des Seizièmes 25: 1C v 2A
- Tour des Seizièmes 26: 1E v 1A
- Tour des Seizièmes 27: 2C v 3E
- Tour des Seizièmes 28: 2E v 3C
- Tour des Seizièmes 29: 1D v 2B
- Tour des Seizièmes 30: 1F v 1B
- Tour des Seizièmes 31: 2D v 3F
- Tour des Seizièmes 32: 2F v 3D

12.10 Les vainqueurs des 16e de Finale avanceront aux matchs des Quarts de Finale, à disputer comme suit :

- Quart de Finale 33 : V25 v V28
- Quart de Finale 34 : V26 v V27
- Quart de Finale 35 : V29 v V32
- Quart de Finale 36 : V30 v V31

12.11 Les vainqueurs des Quarts de Finale avanceront aux matchs des Demi-Finales, à disputer comme suit :

- Demi-Finale 37 : V33 v V34
- Demi-Finale 38 : V35 v V36

12.12 Les vainqueurs des Demi-Finales avanceront à la Finale, à disputer comme suit :

- Troisième Place 39 : P37 v P38
- Finale 39 : V37 v V38

12.13 Si deux équipes sont ex aequo à la fin du temps réglementaire durant la phase éliminatoire, des prolongations seront disputées. En plus de ce qui précède, si des prolongations sont disputées, chaque équipe devra avoir l'option d'effectuer un remplacement supplémentaire. Chaque équipe aura donc le droit d'avoir au total quatre remplacements. Si le score est ex aequo à la fin des prolongations, les matchs iront directement aux tirs aux but, conformément aux Lois du Jeu.



- 12.14 Les deux (2) équipes participant à la finale du championnat et le vainqueur du match pour la troisième place se qualifieront pour la Coupe du Monde Féminine des moins de 20 ans de la FIFA 2020
- 12.15 Les décisions de la Concacaf sur la structure et le format de la compétition sont finales. En cas de retrait, la Concacaf pourra changer la structure et le format conformément aux dispositions .

13 SITES, HEURES DE COUP D'ENVOI ET SÉANCES D'ENTRAÎNEMENT

- 13.1 Les sites des matchs sont soumis à la Concacaf par le COL concerné et les matchs peuvent uniquement être joués dans des stades qui ont été inspectés et approuvés par la Concacaf.
- 13.2 Le site choisi pour le match doit avoir un nombre suffisant d'hôtels de haut standard aux alentours, afin de pouvoir accueillir les PMA et la délégation de la Concacaf.
- 13.3 Le jour précédant le premier match de la Compétition et si la météo le permet, les deux équipes ont le droit d'avoir une séance d'entraînement, d'une durée de 45 minutes, là où se déroulera le match. Dans le cas de conditions météorologiques très défavorables, le Coordinateur de Stade de la Concacaf peut annuler ou raccourcir la séance d'entraînement. Dans ce cas, les équipes auront le droit d'inspecter le terrain en portant des chaussures d'entraînement.
 - 13.3.1 Les drones ne pourront être utilisés durant l'entraînement qu'à des fins techniques. La Concacaf se réserve le droit d'approuver ou de refuser l'utilisation des drones.
 - 13.3.2 La Concacaf déterminera l'heure et la date de l'entraînement officiel au stade de chaque équipe
 - 13.3.3 conformément au Calendrier de Match.



- 13.4 S'il existe un doute concernant l'état du terrain une fois que l'association visiteuse a déjà quitté pour jouer le match, l'arbitre décidera s'il est possible de jouer sur le terrain ou non. Si l'arbitre déclare qu'il est impossible de jouer sur le terrain dû à son état, la procédure à suivre est décrite à l'article 6 (Lois du Jeu).
- 13.5 Les matchs peuvent être joués à la lumière du jour ou sous les projecteurs. Les matchs joués le soir peuvent uniquement être joués dans des sites où les installations pour la lumière provenant de projecteurs répondent aux exigences minimales quant à l'éclairage, comme celles-ci ont été établies par la Concacaf, c'est-à-dire que le terrain soit éclairé en entier d'une manière uniforme, avec un niveau d'éclairage recommandé d'au moins 1000 lux, ou selon les informations précisées pour le tournoi. Une génératrice de secours doit également être disponible, afin qu'en cas de panne de courant, cela puisse garantir qu'au moins les deux tiers de l'intensité d'éclairage susmentionnée illuminent le terrain. La Concacaf a le droit d'autoriser des exceptions.
- 13.6 Les matchs de la Compétition doivent être identifiés, promus et annoncés conformément aux Règlements pertinents de la Concacaf relatifs aux aspects commerciaux, médiatiques et de marketing ainsi qu'aux directives de branding de compétition applicables.
- 13.7 Les jours de match, les équipes doivent avoir le droit de s'échauffer sur le terrain avant le match, si les conditions météorologiques et l'état du terrain le permettent. En principe, la première rencontre pourra s'échauffer sur le terrain de jeu avant le match durant 30 minutes. Les équipes deuxième rencontre auront le droit de s'échauffer jusqu'à 15 minutes sur le terrain de jeu. Des aires d'échauffement alternatives pour les équipes deuxième rencontre seront fournies pour que celles-ci puissent débiter leur échauffement avant l'entrée sur le terrain de jeu. Si le terrain n'est pas en bon état ou qu'un échauffement pourrait avoir un impact négatif sur l'état du terrain lors du match, la Concacaf peut délimiter la zone sur le terrain de jeu qui pourra être utilisée pour un échauffement ou encore réduire le temps alloué ou annuler la séance d'échauffement.



13.8 Chaque équipe se verra fournir un site d'entraînement pour utilisation à chaque site conformément au calendrier de match. Les sites d'entraînement seront rendus disponibles à chaque site pour l'utilisation des équipes à leur arrivée conformément au calendrier de match.

14 SITES, DATES, ARRIVÉES AUX SITES ET HÔTELS OFFICIELS DES ÉQUIPES

14.1 La Concacaf se réserve le droit de fixer les dates de matchs et de confirmer les sites de tous les matchs de la Compétition.

14.2 La PMA doit faire en sorte que son équipe représentative arrive sur le site de groupe à toute phase de la Compétition au plus tard 2 jours avant la tenue du premier match de la PMA dans la Compétition. La Concacaf et le COL doivent être informés de l'itinéraire de voyage de l'Association visiteuse, au plus tard 10 jours avant la tenue de chaque match, à 18:00 heure de l'Est ; les Associations visiteuses doivent se charger d'obtenir les visas requis, le cas échéant.

14.3 Durant la Compétition, seuls les hôtels officiels pour l'équipe ayant une entente contractuelle avec la Concacaf ou avec une entreprise de services désignée par la Concacaf pourront être utilisés pour héberger officiellement les équipes. La Concacaf fournira des détails supplémentaires quant aux politiques d'hébergement et, plus précisément, au sujet du choix des hôtels pour les équipes parmi les sites désignés, par le truchement d'une circulaire d'information.

15 INFRASTRUCTURE DU STADE ET ÉQUIPEMENT

15.1 Le COL qui organise des matchs dans la Compétition doit veiller à ce que les stades et les installations dans lesquels les matchs auront lieu répondent aux exigences décrites dans le document Football Stadiums Technical Recommendations and Requirements et respectent les normes de sécurité et de sûreté et autres règlements, directives et instructions de la Concacaf et de la FIFA pour les matchs internationaux. Les terrains de jeu,



l'équipement accessoire et les installations doivent être dans un état optimal et se conformer aux Lois du Jeu et à tout autre règlement pertinent (y compris les dimensions internationales du terrain conformément aux Lois du Jeu de la FIFA). Chaque stade doit être équipé d'au moins 2 poteaux de but blancs et de filets de but blancs avec poteaux de soutien de couleur foncée et disposer d'au moins 2 buts, 2 filets et 4 drapeaux de coin supplémentaires situés à proximité du terrain de jeu en cas d'urgence.

- 15.2 Le terrain aura des dimensions internationales. Par ailleurs, la surface totale aura suffisamment d'espace pour assurer la sécurité, permettre l'échauffement et offrir des postes aux photographes aux abords du terrain.
- 15.3 Des vérifications périodiques de sécurité au bénéfice des spectateurs, des joueurs et des officiels doivent être menées dans les stades sélectionnés pour les matchs de la Compétition par les autorités responsables. Sur demande, les Associations fourniront à la Concacaf une copie du certificat de sécurité pertinent, qui n'aura pas plus d'un an.
- 15.4 Seuls les stades qui ont été inspectés et approuvés par la Concacaf peuvent être choisis pour la Compétition. Si un stade n'est plus conforme aux normes de la Concacaf, la Concacaf pourra rejeter le choix du stade en question. Les nouveaux stades devront être inspectés avant la Compétition, la demande pour l'inspection finale et l'utilisation subséquente des installations doit être soumise à la confédération au moins six (6) mois avant la tenue du match en question. Les stades remis à neuf ou rénovés devront être inspectés avant la compétition ; la demande pour l'inspection finale et l'utilisation subséquente des installations doit être soumise à la Concacaf au moins quatre (4) mois avant la tenue du match en question.
- 15.5 En règle générale, les matchs peuvent être joués dans des stades comportant exclusivement des places assises. Si uniquement des stades comportant des places assises et des places debout sont disponibles, les zones de places debout devront rester libres. En ce qui a trait aux zones des



spectateurs, le FIFA Stadium Safety and Security Regulations s'applique.

- 15.6 Le terrain de jeu, l'équipement accessoire et toutes les installations pour chaque match de la Compétition doivent être dans un état optimal et se conformer aux Lois du jeu et à tout autre règlement pertinent.
- 15.7 Si un stade est équipé d'un toit rétractable, la Concacaf prendra une décision avant la tenue du match pour déterminer si le toit doit être ouvert ou fermé durant le match. Cette décision doit être annoncée lors de la rencontre au sujet de la coordination du match, bien que celle-ci pourrait toutefois être modifiée avant le coup d'envoi, au cas où les conditions météorologiques changeaient soudainement et de façon significative. Si le match commence avec le toit fermé, celui-ci devra rester fermé pour toute la durée du match. Si le match commence avec le toit ouvert et que les conditions météorologiques se détériorent sérieusement, le Coordinateur de Stade et l'Arbitre ont l'autorité de donner l'ordre que celui-ci soit fermé durant le match, à condition que l'Association hôte puisse garantir la pleine sécurité et sûreté de tous les spectateurs, les joueurs et les autres parties prenantes. Dans un tel cas, le toit devra rester fermé jusqu'à la fin du match.
- 15.8 Les matchs peuvent être joués sur des surfaces naturelles ou synthétiques. Lorsque des terrains en gazon synthétique sont utilisés, la surface doit répondre aux exigences du programme du FIFA Quality Program for Football Turf ou encore à l'International Artificial Turf Standard, à moins qu'une dispense spéciale n'ait été accordée par la Concacaf.
- 15.9 Chaque stade devra disposer de l'espace suffisant pour un échauffement durant le match. Idéalement, cet espace réservé devrait se situer derrière les buts. Six (6) joueurs au maximum pourront s'échauffer en même temps (avec un maximum d'un (1) officiel, sans aucun ballon). S'il n'y a pas assez d'espace derrière les buts, chaque équipe pourra s'échauffer dans la zone désignée, à côté du banc de touche. Dans ce cas, le nombre maximum de joueurs sera déterminé



par le Coordinateur de Stade ainsi que par les Arbitres et cette décision sera alors communiquée lors de la Réunion de Coordination de Match.

- 15.10 Les horloges dans le stade qui indiquent la durée du temps joué pourraient fonctionner durant le match, si celles-ci sont arrêtées à la fin du temps de jeu régulier de chacune des périodes, c'est-à-dire après 45 minutes de jeu et après 90 minutes de jeu respectivement. Cette stipulation s'appliquera également à la prolongation, le cas échéant (c'est-à-dire, après 15 minutes de chacune des périodes). L'intervalle à la mi-temps sera de 15 minutes.
- 15.11 15.10. À la fin des deux périodes de temps de jeu régulier (45 et 90 minutes), l'Arbitre doit indiquer au Quatrième Officiel, de façon verbale ou gestuelle, le nombre de minutes qu'il a décidé d'ajouter pour le temps perdu. Cette règle s'applique également aux deux périodes de 15 minutes de prolongation.
- 15.12 Des panneaux ou encore des tableaux d'affichage électroniques, comportant des numéros des deux côtés pour plus de précision, doivent être utilisés pour indiquer le remplacement de joueurs, de même que le nombre de minutes qui seront imparties pour le temps perdu.
- 15.13 L'utilisation d'écrans géants doit se faire en conformité avec les instructions pertinentes de la Concacaf à cet effet.
- 15.14 Il est interdit de fumer dans la surface technique ou près du terrain de jeu ou dans les zones de compétition telles que les vestiaires.
- 15.15 Les stades doivent être disponibles pour la Concacaf, afin que celle-ci puisse en faire un usage exclusif. De plus, aucune activité commerciale ne doit y avoir lieu et aucune identification ne doit y figurer, si ce type d'information n'a pas été précédemment approuvé par la Concacaf, c'est-à-dire, des tableaux et des affiches autres que ceux des Affiliés Commerciaux de la Concacaf, au moins cinq (5) jours avant la tenue du match et jusqu'à deux (2) jours après le match.



16 ÉQUIPEMENT D'ÉQUIPE

- 16.1 Les PMA doivent respecter le Règlement de l'Équipement de la FIFA en vigueur. L'affichage de messages politiques, religieux ou personnels ou les slogans en toute langue ou présentés sous quelque forme que ce soit par les joueurs et les officiels sur leurs ensembles de jeu ou d'équipe ou sur leur équipement (dont les sacs d'équipement, les contenants de boissons, les troussees médicales, etc.) ou sur leur corps est interdite. L'affichage similaire de messages commerciaux et de slogans, peu importe la langue ou sous quelque forme que ce soit par les joueurs et les officiels n'est pas autorisé pendant toute la durée de leur participation à des activités officielles organisées par la Concacaf (y compris dans les stades pour les matchs officiels et les séances d'entraînement officielles, de même que pendant les conférences de presse officielles et les activités en zone mixte).
- 16.2 Chaque équipe devra fournir à la Concacaf un minimum de deux couleurs différentes et contrastantes (un ensemble comportant une couleur foncée de façon prédominante et un autre ensemble étant principalement clair), pour les tenues officielles et de réserve de son équipe (maillot, shorts, chaussettes, les trois kits de gardiens de but, gants, casquette, poignets et serre-tête, etc.). De plus, chaque équipe fournira trois couleurs contrastantes pour les gardiens de but. Ces trois ensembles pour gardien de but se doivent d'être différents et contrastants les uns des autres et différents et contrastants des ensembles d'équipe officiels et de réserve. Les photos des ensembles que porteront les joueurs doivent être envoyés à la Concacaf 60 jours avant leur premier match de la Compétition, afin de recevoir l'approbation de la Concacaf. Seules ces couleurs peuvent être portées lors des matchs. Toute demande afin de modifier ces ensembles doit être soumise à la Concacaf afin de recevoir son approbation, dix (10) jours avant la tenue du match en question.
- 16.3 Chaque équipe devra fournir un ensemble de maillots pour les gardiens de but ne comportant aucun nom ni numéro. Ces



maillots seront portés seulement dans des circonstances particulières, lorsqu'un joueur de champ doit prendre la position de gardien de but pendant un match. Cet ensemble supplémentaire de maillots de gardien de but doit être fourni dans les mêmes trois couleurs que les maillots de gardien de but réguliers.

- 16.4 La Concacaf s'efforce d'assigner à chaque équipe tous ses ensembles officiels et de réserve. Cependant, dans certains cas, il se peut que cela ne soit pas possible. Dans certaines situations, une équipe se verra assigner un ensemble comportant une couleur foncée de façon prédominante, tandis que l'autre équipe recevra un ensemble d'une couleur principalement claire. Seuls les uniformes approuvés et désignés par la Concacaf peuvent être utilisés lors de tous les matchs. La Concacaf se réserve le droit d'apporter des modifications à ces désignations, selon le contraste des uniformes ; tout changement sera communiqué par la Concacaf.
- 16.5 Chaque joueur devra porter un numéro entre 1 et 20 (le numéro 1 étant réservé exclusivement à l'un des gardiens de but), à l'avant et à l'arrière de son maillot et sur ses shorts. Les couleurs des numéros doivent clairement contraster avec la couleur principale des maillots et des shorts (pâle sur foncée ou vice versa) et être lisibles à distance par les spectateurs du stade et les téléspectateurs, conformément aux Règlements de l'Équipement de la FIFA.
- 16.6 Le nom de famille ou nom usuel du joueur (ou abréviation) doit être clairement fixé au-dessus du numéro au dos du maillot et devra être clairement lisible, conformément aux Règlements de l'Équipement de la FIFA.
- 16.7 La Concacaf fournira à chaque équipe 40 insignes de manches (insignes du tournoi) par match dans la phase de Championnat Concacaf, comportant le logo officiel de la Compétition, qui devra être apposé sur la manche droite de chacun des maillots, tel que cela a été stipulé par la Concacaf avant la tenue du tournoi. La Concacaf remettra également les directives aux



Associations Membres Participantes, en vue d'utiliser la terminologie et les images officielles, comportant également des instructions pour l'utilisation des insignes de manches des joueurs, conformément aux règlements marketing.

- 16.8 Chaque joueur devra porter le numéro qui lui est assigné sur la liste finale, conformément au Règlement de l'Équipement .
- 16.9 Les tenues officielles et de réserve de l'équipe et tous les ensembles des gardiens de but (dont les maillots des gardiens de but, sans nom ni numéro) doivent être apportés à chaque match.
- 16.10 Seuls les chasubles d'échauffement fournies par la Concacaf peuvent être utilisés durant les séances officielles d'entraînement qui ont lieu au stade ou sur le site et lors de l'échauffement pré-match et l'échauffement des joueurs remplaçants durant le match.

17 BALLONS DE FOOTBALLS

- 17.1 La Concacaf doit fournir les ballons qui devront être utilisés lors de tous les matchs durant la compétition. De plus, la Concacaf doit fournir à l'équipe visiteuse un total de 20 ballons pour les matchs qui pourront uniquement être utilisés lors des séances d'entraînement. Ces ballons livrés par la Concacaf seront les seuls pouvant être utilisés aux séances d'entraînement et d'échauffement aux stades officiels et aux sites d'entraînement officiels.
- 17.2 La Concacaf doit fournir pour chaque match un minimum de 12 ballons en bon état, qui répondent au FIFA Quality Mark standard (FIFA Quality PRO, FIFA Quality, International Match Standard)
- 17.3 Les ballons de football seront sélectionnés et fournis par la Concacaf.



18 DRAPEAUX ET HYMNES

- 18.1 Durant la Compétition, le drapeau de la Concacaf et les drapeaux nationaux de chacune des deux PMA seront affichés à l'intérieur du stade, lors de chacun des matchs. De plus, un défilé officiel des drapeaux sur le terrain aura lieu, suivi de l'entrée des équipes, pendant que l'hymne de la Concacaf est joué, conformément au protocole d'avant-match établi par la Concacaf. Les hymnes nationaux des deux PMA (d'une durée maximale de 90 secondes chacun, sans aucune parole) seront joués après que les équipes auront pris place en formation.

19 BILLETTERIE

- 19.1 Le COL est responsable de la billetterie pour tous les matchs durant la compétition, et devra gérer les activités reliées à la billetterie d'une manière qui répondra à toutes les normes applicables quant à la sécurité et à la sûreté. Un minimum de 50 billets gratuits de Catégorie A devra être mis de côté. Tout nombre de billets supplémentaires devra être décidé par un consensus et indiqué par écrit ; des billets gratuits et d'autres pouvant être achetés par les Associations visiteuses. Au moins trois représentants des PMA devront avoir des places assises dans la tribune VIP pour leur match si demandé par l'équipe visiteur. L'Association visiteuse achètera les billets et devra informer la Concacaf et le COL, par écrit, au plus tard 15 jours avant la tenue de son premier match, du nombre total de billets supplémentaires demandés pour ses matchs, sous réserve de disponibilité. Si elle ne soumet pas de demande avant l'échéance établie, le COL ne pourra être responsable d'accorder une autre demande.
- 19.2 Le COL doit accepter de fournir à la Concacaf, sur demande et sans aucuns frais, le nombre de billets et de suites offerts gratuitement (tel qu'applicable) comme cela est stipulé dans le Règlement Commercial ou l'Accord sur les Responsabilités d'Accueil, dix jours ouvrables avant la tenue de tout match à domicile.



- 19.3 Toutes les conceptions de billets doivent être approuvées au préalable par la Concacaf. L'Association doit travailler en collaboration avec la Concacaf afin de veiller à ce que leurs systèmes de billetterie fonctionnent en conformité avec cette exigence, et elle est tenue d'informer la Concacaf si des enjeux potentiels existent, dès que ceux-ci sont identifiés.
- 19.4 Au moins 5 % de la capacité totale du stade doit être disponible exclusivement pour accueillir les partisans de l'équipe visiteuse, dans une zone sécurisée et séparée du stade. Il N'EST PAS permis d'occuper des places dans les zones de sièges aux abords du terrain et tous les sièges qui ne sont pas fixés de façon permanente doivent être approuvés par la Concacaf.
- 19.5 La Concacaf se réserve le droit d'exiger que les conditions générales soient indiquées sur les billets des matchs, en plus des conditions générales établies par le COL, durant la Compétition.

20 TROPHÉE, PRIX ET MÉDAILLES

- 20.1 Le trophée du Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf sera remis au vainqueur de la Compétition (ci-après, le Trophée). On présentera le Trophée à l'équipe gagnante lors d'une cérémonie qui suivra immédiatement le coup de sifflet final.
- 20.2 Vingt-Sept (27) médailles seront remises aux deux meilleures équipes du Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf, c.-à-d. des médailles d'or au vainqueur et des médailles d'argent aux vice-champions.
- 20.3 Des médailles seront également présentées à chacun des officiels officiant à la finale.
- 20.4 Un concours de fair-play sera organisé durant le Championnat Féminin des Moins de 20 ans de la Concacaf, pour lequel la Concacaf rédigera un règlement spécial. La Concacaf déterminera le classement à la fin du Championnat.



20.5 À la fin de la Compétition, les prix spéciaux suivants seront remis :

Trophée du Fair-Play

L'équipe avec la meilleure performance Fair-Play (Fair Play Award). Le prix du fair-play sera décerné à l'équipe qui a montré le meilleur esprit sportif et le meilleur fair-play pendant le tournoi, tel que déterminé par le Groupe d'Étude Technique de la Concacaf.

Soulier d'Or

Le Soulier d'Or sera attribué au joueur qui a marqué le plus de buts tout au long du Championnat. Si deux joueurs ou plus marquent le même nombre de buts, le nombre de passes décisives (déterminé par les membres du Groupe d'Étude Technique de la Concacaf) sera déterminant. Si deux ou plusieurs joueurs sont encore égaux après avoir pris en compte le nombre de passes, le nombre total de minutes jouées pendant les compétitions sera pris en compte, le joueur jouant moins de minutes au premier rang.

Ballon d'Or

Le Ballon d'or sera remis au meilleur joueur de l'ensemble du Championnat, déterminé par le Groupe d'Étude Technique de la Concacaf présent.

Gant d'Or

Le Gant d'or sera remis au meilleur gardien de but de l'ensemble du Championnat, sur la base d'un classement compilé par le Groupe d'Étude Technique de la Concacaf.

20.6 Il n'y a pas de prix officiels autres que ceux énumérés précédemment, sauf si la Concacaf en décidait autrement.

21 ARBITRAGE

21.1 Les arbitres, arbitres assistants, quatrième officiels et arbitres assistants de réserve (ci-après collectivement dénommés Officiels de Match) seront nommés pour chaque match par le



Comité des Arbitres de la Concacaf. Ils seront sélectionnés parmi la Liste des Arbitres Internationaux de la Concacaf en vigueur et seront neutres. Les décisions du Comité des Arbitres de la Concacaf sont finales et insusceptibles d'appel.

- 21.2 Les Officiels de Match recevront leur ensemble et leur équipement d'arbitrage officiels de la part de la Concacaf. Ils porteront et utiliseront uniquement cet ensemble et cet équipement lors des jours de match.
- 21.3 Les Officiels de Match se verront offrir l'opportunité d'utiliser les installations d'entraînement.
- 21.4 Si l'arbitre ne peut s'acquitter de ses tâches, il sera alors remplacé par le quatrième officiel. Si l'un des arbitres assistants ne peut s'acquitter de ses tâches, il sera alors remplacé par le quatrième officiel ou par l'arbitre assistant de réserve (lorsque nommé).
- 21.5 Après chacun des matchs, l'arbitre devra remplir et signer le formulaire de rapport officiel du match. Il ou elle devra soumettre ce document au stade ou dans le site, immédiatement après le match, via Comet. Dans le formulaire de rapport, l'arbitre devra noter tous les événements qui sont survenus, comme la mauvaise conduite des joueurs menant à un avertissement ou à une expulsion du match, le comportement antisportif de supporters et/ou d'officiels ou de toute autre personne agissant au nom d'une Association lors du match, et également tout autre incident qui se serait produit avant, pendant et après le match, en donnant le plus de détails possibles.

QUESTIONS DISCIPLINAIRES

22 Comité de Discipline

- 22.1 Le Comité de Discipline de la Concacaf sera responsable de l'application du Règlement. Il pourra appliquer le Code Disciplinaire de la FIFA jusqu'à l'entrée en vigueur du Code



Disciplinaire de la Concacaf (le premier étant dès lors appliqué à titre subsidiaire). En particulier, le Comité de Discipline de la Concacaf pourra appliquer les sanctions décrites dans le Règlement, les Statuts de la Concacaf et de la FIFA, et l'ensemble des autres règles, circulaires, directives et règlements de la Concacaf, ainsi que le Code Disciplinaire de la FIFA (et, après son entrée en vigueur, dans le Code Disciplinaire de la Concacaf).

- 22.2 Les joueurs acceptent en particulier les éléments suivants :
- 22.2.1 Respecter la notion de fair-play, la non-violence et l'autorité des Officiels de Matchs ;
 - 22.2.2 Se comporter en conséquence ;
 - 22.2.3 S'abstenir de dopage, selon les principes définis dans le Règlement antidopage de la FIFA, de même qu'accepter l'ensemble des autres règlements pertinents, circulaires et directives de la FIFA.
- 22.3 Les PMA et les Membres de leur Délégation d'Équipe devront se conformer aux Statuts de la Concacaf et de la FIFA, au Code Disciplinaire de la FIFA (jusqu'à l'entrée en vigueur du Code Disciplinaire de la Concacaf) et au Code d'Éthique de la Concacaf, particulièrement en ce qui a trait aux questions concernant la lutte contre la discrimination, le racisme et les activités reliées aux matchs truqués.
- 22.4 En cas de non-respect du présent Règlement et de tous les règlements applicables ou d'un comportement antisportif de la part des équipes nationales participantes, leurs joueurs ou leurs officiels ou, en cas de tout incident, le Comité de Discipline de la Concacaf est autorisé à :
- 22.4.1 Réprimander, sanctionner, condamner à une amende, suspendre ou disqualifier les équipes nationales, leurs joueurs ou leurs officiels.
 - 22.4.2 Prendre des mesures contre toute personne ou PMA



qui peut enfreindre le présent Règlement, les Lois du Jeu ou les règles du Fair-Play.

- 22.4.3 Empêcher les contrevenants de participer à un nombre précis de tournois organisés par la Concacaf, auxquels ils auraient pu autrement participer .
- 22.5 Le Comité de Discipline de la Concacaf peut référer au Conseil de la Concacaf toute question relative à un non-respect du présent Règlement, si celui-ci le juge opportun, que ce soit pour imposer une sanction supplémentaire ou pour toute autre raison.
- 22.6 Les décisions prises par le Comité de Discipline de la Concacaf peuvent se fonder sur un document écrit ou en tenant une audience.
- 22.6.1 Lors de la prise d'une décision, le Comité de Discipline de la Concacaf peut se référer aux rapports rédigés par l'arbitre, les arbitres adjoints, le quatrième officiel, les commissaires de match, l'inspecteur d'arbitres, le coordinateur de stade, le délégué technique, le responsable de la sécurité, le responsable de la diversité ou tout autre membre du personnel ou officiel de la Concacaf qui étaient présents. Parmi les rapports supplémentaires, on compte notamment les déclarations des parties impliquées et des témoins, les preuves matérielles, les opinions d'experts, les enregistrements audio ou vidéo. De tels rapports peuvent servir de preuves, mais seulement dans la mesure où les aspects disciplinaires de l'affaire sont concernés et que cela n'affectera pas la décision d'un arbitre, quant à des faits qui sont liés au jeu.
- 22.6.2 À son unique discrétion, le Comité de Discipline de la Concacaf peut convoquer une audience personnelle et décider de toute procédure à suivre. Les décisions prises à la suite de ces audiences sont valides seulement si au moins trois membres du Comité de Discipline de la Concacaf sont présents.



Les décisions suivantes du Comité de Discipline ne peuvent être portées en appel :

- 22.6.2.1 Avertissements et sanctions imposés aux Associations Membres, aux joueurs, aux officiels et à d'autres personnes.
 - 22.6.2.2 Suspensions pouvant aller jusqu'à deux matchs ou jusqu'à deux mois, imposées aux Associations Membres, aux joueurs, aux officiels et à toute autre personne.
 - 22.6.2.3 Amendes imposées aux Associations Membres (n'excédant pas USD 10,000) ou aux joueurs, aux officiels ou à d'autres personnes (n'excédant pas USD 3,500).
- 22.7 Toutes les pénalités monétaires imposées doivent être acquittées par l'Association Membre concernée, au plus tard soixante (60) jours après avoir reçu l'avis en question.
- 22.8 Avertissements et suspensions :
- 22.8.1 Les avertissements reçus lors d'une autre compétition ne se reportent pas à la Compétition.
 - 22.8.2 Les avertissements reçus lors de la Compétition Préliminaire ne se reportent pas à la Compétition.
 - 22.8.3 Les suspensions de match non purgées (liées à un carton rouge direct ou indirect) seront reportées à la Compétition.
 - 22.8.4 Les cartons jaunes simples seront éliminés à la fin de la phase des Qualifications des Moins de 20 ans Féminins de la Concacaf et à la fin de la Phase de Groupe du Championnat Final des Moins de 20 ans Féminins de la Concacaf.



- 22.8.5 Deux (2) avertissement reçus lors de différentes rencontres durant la Compétition entraînent automatiquement une suspension pour le match suivant de la Compétition.
- 22.8.6 Les suspensions pour carton rouge (direct ou indirect) seront observées, indépendamment de la phase de la Compétition.
- 22.8.7 Les suspensions non purgées à la fin de la participation d'une équipe à la Compétition seront reportées au prochain match officiel de l'Équipe Nationale du joueur conformément au Code Disciplinaire de la FIFA et, lors de son entrée en vigueur, au Code Disciplinaire de la Concacaf. Y compris le ou les premiers matchs de la Coupe du Monde Féminine des Moins de 20 ans de la FIFA pour les équipes qui se qualifient.
- 22.9 L'Association appropriée, en vertu des dispositions de ses propres règlements, devra punir toute autre infraction qui pourrait avoir été commise durant la tenue de la Compétition, par les représentants de l'équipe, les techniciens ou tout autre membre du personnel. À cette fin, le Comité de Discipline transmettra le rapport du match en question, rédigé par l'arbitre, à l'Association appropriée. L'Association communiquera ensuite, à son tour, avec le Comité de Discipline, afin de l'informer de la résolution de la question et toute mesure disciplinaire entreprise.
- 22.10 Si une rencontre est suspendue en raison d'un retrait, la ou les équipes qui refusent de terminer le match ne seront pas admissibles pour participer aux deux prochaines éditions de la Compétition.
- 22.11 Toute autre infraction au présent Règlement qui est passible de sanctions économiques, que ce soit par les joueurs, par les arbitres, par les représentants officiels, par les entraîneurs ou par les responsables, sera communiquée au Secrétariat Général de la Concacaf, afin que le Conseil de la Concacaf



puisse étudier la question.

23 COMITÉ DES RECOURS

- 23.1 Le Comité des Recours de la Concacaf est chargé d'entendre les appels pouvant être déposés à la suite des décisions prises par le Comité de Discipline.
- 23.2 Le Comité des Recours de la Concacaf appliquera le Code Disciplinaire de la FIFA jusqu'à l'entrée en vigueur du Code Disciplinaire de la Concacaf (le premier étant dès lors appliqué à titre subsidiaire). En particulier, le Comité des Recours de la Concacaf mènera toute procédure d'appel conformément au Code disciplinaire de la FIFA.
- 23.3 Le Comité des Recours de la Concacaf rend ses décisions en fonction des documents et d'autres moyens de preuves figurant au dossier du Comité de Discipline. Le Comité des Recours de la Concacaf peut également, à sa seule discrétion, tenir compte d'éléments de preuves supplémentaires, dont des enregistrements vidéo et de télévision, qu'il juge pertinents.
- 23.4 Les décisions rendues par le Comité des Recours sont définitives et contraignantes.

24 PROTÊTS

- 24.1 Aux fins du présent Règlement, les protêts constituent des objections de toutes sortes quant aux événements ou aux questions qui pourraient avoir une incidence directe sur les matchs organisés lors de la Compétition, notamment en ce qui a trait à l'état du terrain et aux marquages sur celui-ci, l'équipement accessoire pour le match, l'éligibilité de joueurs, les installations du stade et les ballons.
- 24.2 À moins d'une stipulation contraire dans cet article, les protêts devront être soumis par écrit au Coordinateur de Match ou au représentant de la Concacaf au site au plus tard deux heures après le match en question, et être suivis au



cours des 24 heures suivantes d'un rapport écrit complet, y compris une copie du protêt original, qui devra être envoyée par écrit, en le numérisant et en le soumettant par message courriel, au Secrétariat Général de la Concacaf, sans quoi ils seront ignorés. Ces protêts doivent être accompagnés d'un chèque de cinq cents dollars (500 USD) émis à l'ordre de la Concacaf.

- 24.3 Les protêts concernant l'éligibilité des joueurs nommés pour les matchs dans le cadre de la Compétition devront être soumis par écrit au Secrétariat Général de la Concacaf, en les numérisant et en les soumettant par message courriel, au plus tard deux heures après la tenue du match en question. Ces protêts doivent être accompagnés d'un chèque de cinq cents dollars (500 USD) émis à l'ordre de la Concacaf ; ce chèque peut être remis au Coordinateur de Stade ou au représentant de la Concacaf au stade.
- 24.4 Les protêts concernant l'état du terrain, ses abords immédiats, ses marquages ou les articles accessoires (par exemple, les buts, les poteaux de drapeaux ou les ballons) devront être présentés par écrit à l'arbitre avant le début du match, par le chef de la délégation de l'équipe qui soumet le protêt. Si le terrain devient impraticable pendant un match, le capitaine de l'équipe qui proteste doit immédiatement soumettre un protêt à l'arbitre, en présence du capitaine de l'équipe adverse. Les protêts devront être confirmés par écrit, en les remettant au Coordinateur de Stade ou représentant de la Concacaf au site, par l'entremise du chef de la délégation de l'équipe, au plus tard deux heures après la tenue du match en question. Ledit protêt doit être accompagné d'un chèque de cinq cents dollars (500 USD) émis à l'ordre de la Concacaf.
- 24.5 Les protêts concernant tout incident survenu au cours d'un match sont remis à l'arbitre par le capitaine de l'équipe, immédiatement après l'incident contesté et avant la reprise du jeu, en présence du capitaine de l'équipe adverse. Le protêt devra être confirmé par écrit, en le remettant au Coordinateur de Stade ou représentant de la Concacaf au



site, par l'entremise du chef de la délégation de l'équipe, au plus tard deux heures après la tenue du match en question. Ces protêts doivent être accompagnés d'un chèque de cinq cents dollars (500 USD) émis à l'ordre de la Concacaf.

- 24.6 Aucun protêt ne peut être fait quant aux décisions de l'arbitre concernant des faits associés au jeu. De telles décisions sont définitives et ne peuvent être portées en appel.
- 24.7 Les Associations Membres ne peuvent porter de litiges avec la Concacaf devant un tribunal judiciaire. Elles doivent prendre les mesures nécessaires pour soumettre tout litige, sans réserve, à la juridiction de l'autorité compétente de la Concacaf ou de la FIFA.
- 24.8 Si un protêt non fondé ou irresponsable est déposé, la Concacaf pourrait imposer une amende.
- 24.9 Les frais résultant d'un protêt seront facturés par la Concacaf, en totalité ou en partie, à la partie perdante.
- 24.10 Si l'une ou l'autre des conditions formelles d'un protêt, telles que celles-ci sont établies dans le présent Règlement, ne sont pas respectées, ledit protêt sera alors ignoré par l'instance compétente. Une fois que le match final de la Compétition prend fin, tout protêt décrit dans cet article ou toute plainte concernant la procédure sportive suivie durant la Compétition sera ignoré.
- 24.11 La Concacaf prendra des décisions quant à tout protêt soumis, en tenant compte des exceptions stipulées dans le présent Règlement, des Statuts de la Concacaf ou de la FIFA ou en vertu de tout autre règlement de la Concacaf ou de la FIFA.
- 24.12 Après la proclamation de l'équipe vainqueur de la Compétition, les protêts ou réclamations relatives à la procédure sportive suivie durant la Compétition seront ignorés.



25 FINANCIAL PROVISIONS

25.1 Pour les matchs de la Compétition, le COL est responsable des opérations et coûts suivants :

25.1.1 Transport pour:

- Les Arbitres
- L'Inspecteur d'Arbitres
- Le Commissaire de Match
- Le Coordinateur de Stade (le cas échéant)
- Le Coordinateur de Match (le cas échéant)
- Le Responsable de la Sécurité (le cas échéant)
- Bus pour les Associations Membres Participantes pour les mouvements officiels
- Camion d'équipement (si demandé par écrit 24 heures en avance auprès de la Concacaf) pour la PMA pour son arrivée/départ ;

25.1.2 Coûts d'opération du Stade pour les matchs et utilisation officielle durant la Compétition ;

25.1.3 Installations d'entraînement approuvées par la Concacaf pour l'utilisation des PMA durant la Compétition ;

25.1.4 Bénévoles et personnel pour assistance dans les opérations de la Compétition.

25.2 Les dépenses énumérées ci-après devront être déduites des recettes brutes :

25.2.1 Le prélèvement que perçoit la Confédération, conformément aux statuts et aux règlements de celle-ci, après déduction des taxes mentionnées à la section 25.2.2. Les prélèvements dus à la Confédération devront être payés dans les 60 jours du match, selon le taux de change officiel en vigueur lors de la journée où le paiement est dû ;



- 25.2.2 Les taxes de l'État, les taxes provinciales et municipales, de même que la location du terrain, ne dépassant pas 30 % (cf. Règlement d'application des Statuts de la FIFA).
- 25.3 Les équipes ne seront pas autorisées à séjourner au même hôtel ni à l'hôtel choisi pour la délégation de la Concacaf, à moins d'avoir reçu une approbation, par écrit, de la part de la Concacaf.
- 25.4 Si le résultat financier d'un match s'avère insuffisant pour assumer les dépenses mentionnées au paragraphe 24.5 ci-dessus, l'Association Hôte devra pallier le déficit.
- 25.5 La Concacaf assumera les coûts des éléments suivants :
- 25.5.1 Les déplacements internationaux et les indemnités journalières pour les membres respectifs de délégation Concacaf, tel qu'établi par la Concacaf ;
- 25.5.2 Gîte et couvert dans un hôtel de haut rang dans le pays hôte pour les Officiels de Match, le Commissaire de Match, l'Inspecteur d'Arbitres et tout autre officiel Concacaf (c.-à-d. responsable de la sécurité, responsable médias, etc.) et les Associations Membres Participantes dans chaque groupe durant la Compétition ;
- 25.5.3 Prix monétaires pour les PMA, les montants desquels seront déterminés par la Concacaf (le cas échéant) ;
- 25.5.4 Dépenses quant au dopage ;
- 25.5.5 Les frais de l'assurance souscrite par la Concacaf, afin de couvrir ses propres risques.
- 25.6 Les PMA seront responsables de ce qui suit, et en



assumeront les coûts :

- 25.6.1 Une protection d'assurance appropriée pour les Membres de leur Délégation d'Équipe et pour toute autre personne s'acquittant de tâches en son nom, contre tout risque, entre autres, les blessures, les accidents, les maladies et les déplacements, en tenant compte des règles et des règlements applicables de la FIFA et de la Concacaf.
 - 25.6.2 Voyages internationaux, visas, et les indemnités journalières pour les membres respectifs de la délégation ;
 - 25.6.3 Tout coût supplémentaire pour le gîte et le couvert pour le personnel supplémentaire voyageant en dehors de la délégation officielle depuis la PMA.
- 25.7 Tout litige découlant des dispositions financières devra être résolu entre les Associations concernées, mais celui-ci peut aussi être soumis à la Concacaf, afin qu'une décision définitive soit prise.
- 25.8 Toutes les dépenses et tous les coûts encourus par une PMA, autres que les éléments qui sont mentionnés dans le présent Règlement, incomberont à la PMA concernée.

26 MÉDICAL/DOPAGE

- 26.1 Afin de protéger la santé des joueurs, de même que pour éviter que les joueurs ne soient victimes d'une mort cardiaque soudaine durant les matchs lors de la Compétition, chaque PMA devra s'assurer et confirmer à la Concacaf que ses joueurs et ses représentants officiels sont soumis à une évaluation médicale pré-compétition (PCMA), avant le début de la Compétition. L'évaluation médicale pré-compétition (PCMA) englobera une évaluation médicale, de même qu'une



électrocardiographie (EKG), afin de déceler toute anomalie cardiaque. Si l'électrocardiographie est anormale, on devra procéder à un échocardiogramme. Celui-ci devra indiquer un résultat normal avant que le joueur ne puisse avoir l'autorisation de jouer. L'évaluation médicale doit s'effectuer durant la période s'échelonnant entre 270 jours et 10 jours avant le début de chaque match qui aura lieu durant la Compétition. La Concacaf fournira un formulaire quant à l'évaluation médicale pré-compétition (PCMA), à toutes les PMA.

- 26.2 La personne dûment autorisée à pratiquer la médecine pour chacune des PMA (c'est-à-dire, le médecin de l'équipe nationale) sera tenue de signer la déclaration quant à l'évaluation médicale pré-compétition (PCMA), attestant de l'exactitude des résultats et confirmant que les joueurs et les officiels ont subi l'évaluation médicale pré-compétition (PCMA). Le formulaire au sujet de l'évaluation médicale devra également comporter les signatures du Président et du Secrétaire Général de la PMA. De plus, ce document devra être reçu par le secrétariat général de la Concacaf, au plus tard dix (10) jours avant le début de la Compétition.
- 26.3 En plus des dispositions stipulées ci-haut, chaque PMA est tenue d'avoir un professionnel de la santé dûment autorisé (c'est-à-dire, un médecin) au sein de sa délégation officielle. Ce médecin doit connaître tous les aspects médicaux de la délégation et doit demeurer avec la délégation pendant toute la période de compétition officielle. Les Officiels de Match (les Arbitres) consulteront ce médecin d'équipe dans tous les cas, lorsque cela est requis et s'avère nécessaire.
- 26.4 La Concacaf ne pourra aucunement être tenue responsable de toute blessure subie par un joueur participant ou par un représentant officiel. De même, la Concacaf ne pourra aucunement être tenue responsable de tout incident (y compris un décès) lié à toute blessure ou à tout problème de santé d'un joueur participant ou



d'un officiel.

- 26.5 Comme cela est stipulé dans le présent Règlement, chaque PMA doit, pendant la Compétition, fournir une protection d'assurance médicale, de voyage et en cas d'accidents pour tous les membres de sa délégation, pour toute la durée de la Compétition. De plus, et conformément aux Règlements de la FIFA sur le Statut et le Transfert des Joueurs, la PMA avec laquelle tout joueur participant est inscrit sera responsable de fournir une protection d'assurance au joueur en cas de maladies et d'accidents, pour toute la durée de la disponibilité du joueur.
- 26.6 Le non-respect de la disposition mentionnée ci-dessus sera sanctionné par le Comité de Discipline de la Concacaf.
- 26.7 En ce qui a trait à une perte de conscience non traumatique pendant une partie, l'arbitre assumera alors une défaillance cardiaque soudaine, et ce jusqu'à preuve du contraire. Le geste d'arbitrage dans ce cas est le poing de la main droite sur la poitrine. Ce signal indiquera au médecin de l'équipe et à l'équipe d'intervention médicale d'urgence (l'équipe en charge des civières) d'entreprendre immédiatement une réanimation complète, qui englobe l'utilisation d'un défibrillateur (DEA) et la réanimation cardio-respiratoire (RCR). Il incombe au COL de veiller à ce qu'un DEA en bon état de fonctionnement soit immédiatement disponible et qu'une ambulance soit sur les lieux et ait un plan d'accès et d'évacuation.
- 26.8 Durant le match, si un joueur subit un traumatisme crânien et une commotion cérébrale et qu'il demeure sur le terrain de jeu, l'arbitre doit arrêter le jeu pendant une période de temps pouvant aller jusqu'à trois minutes, qui seront ajoutées en temps de jeu supplémentaire à la fin du match. Le geste d'arbitrage dans ce cas est le poing de la main droite sur le dessus de la tête. Ce signal indiquera au



médecin de l'équipe de venir sur le terrain pour examiner et prendre en charge le joueur. À ce moment-là, on procédera à un test d'évaluation de commotion sur les lignes de touche (Sideline Concussion Assessment Test, SCAT). À la fin du délai de trois minutes, à la discrétion du médecin de l'équipe, le joueur peut être prêt à retourner au jeu ou sinon être immobilisé convenablement et transporté hors du terrain, conformément au protocole standard.

- 26.9 En plus des points susmentionnés, en ce qui a trait aux traumatismes crâniens et aux commotions cérébrales, afin qu'un joueur puisse effectuer un retour complet au jeu après avoir précédemment subi une commotion cérébrale, il ne doit présenter aucun signe ni symptôme de la blessure précédente à la tête et une évaluation acceptable du SCAT doit également être fournie.
- 26.10 Le dopage constitue l'utilisation de certaines substances ou de méthodes pouvant rehausser artificiellement la performance physique ou mentale d'un joueur, dans le but d'améliorer la performance athlétique ou mentale. Si une intervention médicale s'avère nécessaire, telle que celle-ci est définie par le médecin traitant le joueur, une demande d'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques (AUT) doit être soumise 21 jours avant la tenue de la compétition, pour les maladies chroniques et dès que possible dans les cas plus graves. Le système d'approbation des demandes d'AUT comprend un comité administratif et fonctionnel désigné, qui procédera à une révision des demandes et certifiera l'exemption, telle que celle-ci sera définie par le comité.
- 26.11 Le dopage est strictement interdit. Le Règlement antidopage de la FIFA, le Code Disciplinaire de la FIFA et tous les autres règlements pertinents, de même que les circulaires et les directives de la FIFA et de la Concacaf, s'appliquent à toutes les compétitions de la Concacaf.



- 26.12 Chaque joueur peut devoir se soumettre à des tests de dépistage pendant la compétition, lors des matchs auxquels il participe ainsi qu'à des tests hors compétition, en tout temps et en tout lieu. En outre, on fait référence au Règlement de contrôle antidopage de la FIFA et à la liste des substances et des méthodes interdites, selon l'Agence mondiale antidopage (AMA).
- 26.13 Si, conformément au Règlement du contrôle antidopage de la FIFA, un joueur obtient un résultat positif lors d'un test de dépistage quant à l'utilisation de substances interdites, le joueur sera immédiatement déclaré inadmissible à toute participation future à la Compétition et il sera sujet à d'autres sanctions imposées par le Comité de Discipline de la Concacaf.

27 DROITS COMMERCIAUX

- 27.1 La Concacaf détient tous les droits originaux émanant de la Compétition, intégralement dans l'ensemble, ainsi que de tout autre événement connexe faisant partie de sa juridiction, sans aucune restriction quant au contenu, au calendrier, aux sites et à la législation. Ces droits englobent notamment tous les types de droits financiers, l'enregistrement audiovisuel et radio, les droits quant à la reproduction et la retransmission, les droits entourant les multimédias, les droits quant au marketing et la promotion et les droits incorporels (comme les droits relatifs aux emblèmes), de même que les droits découlant de la législation par rapport au droit d'auteur, que celui-ci soit actuellement en vigueur ou qu'il s'applique ultérieurement, étant sujet à toute disposition établie dans des règlements précis.
- 27.2 La Concacaf émettra des règlements à part concernant les droits commerciaux, les médias et le marketing dans le cadre de la Compétition, en donnant des précisions quant à ces droits commerciaux et les droits touchant la propriété intellectuelle. Toutes les Associations Membres de la Concacaf doivent se conformer au Règlement



commercial établi pour la Compétition et doivent veiller à ce que leurs membres, leurs officiels, leurs joueurs, leurs délégués et tout autre affilié respectent également le présent Règlement.

27.3 Chaque participant à la Compétition, y compris les joueurs, entraîneurs, officiels d'équipe, arbitres et officiels, consent à être filmé, télévisé, photographié, identifié et autrement enregistré durant la Compétition sous les conditions et aux fins actuellement ou ultérieurement autorisées par la Concacaf en relation avec la promotion de la Compétition, de la Concacaf et du sport du football. Chaque participant consent par ailleurs à se conformer à et à être lié par les Statuts, règles et règlements de la Concacaf.

27.4 Pour plus de détails, veuillez consulter les Règlements Marketing et Médias.

28 MÉDIAS

28.1 La Concacaf émettra un Règlement Médias de Compétition pour la Compétition. Les Associations devront se conformer au Règlement Médias de la Compétition et s'assurer que leurs membres, officiels, joueurs, délégués et autres affiliés se conforment également au règlement.

28.2 Assignation du Responsable Médias : un Responsable Médias de Compétition sera nommé un temps raisonnable avant le début de chaque tournoi, pour faciliter la coopération entre les Associations, la Concacaf et les médias, conformément au Règlement Médias.

28.3 Activités Médias: La veille de chaque match et chaque journée de match, les Associations participeront à toutes les activités médias listées dans le Règlement Médias de Compétition.

28.4 Accès des Médias à l'Entraînement Officiel : Les



Associations suivront le Règlement Médias de Compétition quant à l'accès des médias à une période obligatoire de séance d'entraînement ouverte. Celle-ci sera ouverte à tous les membres des médias, indépendamment de leur origine nationales ou d'autres caractéristiques.

- 28.5 Infrastructure Médias: Il incombera au COL de fournir l'infrastructure technique requise et les services à chaque activité médias, conformément aux exigences spécifiées dans le Règlement Médias de Compétition, notamment dans les situations où le stade utilisé est sous la direction d'une tierce partie.
- 28.6 Interdictions relativement à l'accès: Les vestiaires des équipes, de même que d'autres endroits reliés aux compétitions, tels que ceux-ci sont stipulés dans le Règlement Médias de Compétition, ne seront pas accessibles aux représentants des médias avant, durant et après les matchs. Aucun représentant des médias ne sera admis sur le terrain de jeu, dans les tunnels menant au terrain ni dans les vestiaires durant, avant ou après le match. Cette limite touche également les membres des médias qui font partie d'une Association ou qui voyagent avec celle-ci. Un nombre restreint de photographes et d'opérateurs caméra et de membres du personnel responsable de la production du réseau de retransmission hôte et des détenteurs des droits de télévision, ayant l'accréditation requise pour avoir accès au terrain, pourront faire leur travail dans les zones du terrain de jeu, comme cela est stipulé dans le Règlement Médias de Compétition.
- 28.7 Exigences générales quant aux communications: Les Associations devront déployer des efforts réels dans leurs communications avec les membres du public et des médias, afin de respecter les règlements et les recommandations régissant la Compétition, en ce qui a trait à l'image de la marque et aux communications. De plus, les représentants officiels des Associations, les



membres du personnel, les joueurs et les autres personnes désignées devront s'abstenir de faire des commentaires aux médias, qui pourraient être interprétés d'une manière négative, quant à l'organisation ou à la mise en place de la Compétition, y compris les questions entourant l'arbitrage et la logistique. Il est strictement interdit aux joueurs, aux entraîneurs ou aux membres du personnel de l'Association, de commettre tout acte délibérément posé dans les zones officiellement réservées aux membres des médias, qui pourrait être considéré comme étant irrespectueux envers ceux-ci.

- 28.8 Tournage technique : Chaque Association sera autorisée à utiliser une caméra désignée, afin de filmer une copie technique de son match, s'il y a suffisamment d'espace pour cela. Le tournage technique se fera à partir d'un endroit qui sera déterminé à l'avance par la Concacaf. Le tournage technique doit respecter les règles et se conformer à l'usage décrit dans le Règlement Médias pour les Associations. Tout autre enregistrement vidéo réalisé par les Associations lors de la journée où se déroule le match, y compris par l'entremise de téléphones cellulaires ou grâce à une transmission se servant d'une connexion Internet provenant de l'intérieur du stade, entre autres des vidéos diffusées dans les médias sociaux ou présentées en diffusion continue par l'entremise des médias sociaux, est strictement interdit.
- 28.9 Incorporation du Règlement Médias pour les Associations : Le Règlements Médias pour les Associations, publiés et distribués séparément, forment partie intégrante du présent Règlement. Après avoir avisé les Associations participantes, la Concacaf peut modifier le Règlement Médias pour les Associations, en tout temps et à son entière discrétion. En tout temps avant ou durant le déroulement de la Compétition et à son entière discrétion, la Concacaf demeure habilitée à publier des recommandations et des circulaires d'information, donnant des détails précis quant audit Règlement Médias ou des parties de ceux-ci.



FINAL PROVISIONS

29 RESPONSABILITÉ

Le COL de la Compétition aura l'unique responsabilité de l'organisation des matchs et devra dégager la Concacaf de toute responsabilité et renoncer à toute réclamation déposée contre la Concacaf et les membres de sa délégation quant à tout dommage résultant de toute réclamation en relation avec de tels matchs.

30 CIRCONSTANCES SPÉCIALES

La Concacaf émettra toute instruction qui s'avère nécessaire en raison de circonstances particulières qui pourraient survenir lors de la Compétition. Ces dispositions ou instructions forment une partie intégrante du présent Règlement.

31 QUESTIONS NON PRÉVUES ET CAS DE FORCE MAJEURE

Les questions non abordées dans le présent Règlement et toute situation de force majeure sont tranchées par la Concacaf. Toutes les décisions sont définitives et exécutoires et ne sont pas susceptibles d'appel.

32 LANGUES

En cas de divergence dans l'interprétation des versions anglaise, espagnole, française ou néerlandaise du présent Règlement, la version anglaise fait foi.

33 COPYRIGHT

Le copyright du calendrier des matchs établi conformément aux dispositions du présent Règlement est la propriété de la Concacaf.

34 AUCUNE RENONCIATION

Toute renonciation par la Concacaf d'un non-respect du présent Règlement (y compris tout document mentionné dans le présent Règlement) ne



constitue pas ou ne doit pas être interprétée comme étant une renonciation de toute autre infraction de ladite disposition ou de toute autre disposition ni comme une renonciation de tout droit résultant du présent Règlement ou de tout autre document. Une telle renonciation n'est valide que si celle-ci est accordée par écrit. Si la Concacaf omet d'insister sur le strict respect de toute disposition stipulée dans le présent Règlement ou de tout document mentionné dans ces derniers, une ou plusieurs fois, ne doit pas être considéré comme étant une renonciation ou comme la perte de tout droit pour la Concacaf d'insister subséquemment au strict respect de cette disposition ou de toute autre disposition stipulée dans le présent Règlement ou de tout document mentionné dans ces derniers.

35 MISE EN APPLICATION

Le présent Règlement a été approuvé par le Conseil de la Concacaf le 27 mars 2019, et est entré en vigueur immédiatement après.